

Maintenant la justice climatique !

Déclaration de Durban sur le commerce du carbone

En tant que représentants des mouvements populaires et des organisations indépendantes, nous rejetons l'affirmation que le commerce du carbone évitera la crise climatique. La cause principale de cette crise n'est autre que l'extraction de combustibles fossiles et la libération dans les océans, l'air, le sol et les êtres vivants du carbone qu'ils contiennent. La combustion excessive d'hydrocarbures menace maintenant la capacité de la Terre à maintenir un climat tolérable.

Les gouvernements, les agences de crédit à l'exportation, les entreprises et les institutions financières internationales continuent de soutenir et de financer la prospection et l'extraction de combustibles fossiles, ainsi que d'autres activités qui aggravent le réchauffement de la planète, telles que la dégradation et la destruction massive des forêts. En revanche, ils ne consacrent que des sommes symboliques aux énergies renouvelables. Dans ce sens, il est particulièrement inquiétant que la Banque mondiale ait récemment défié les recommandations de sa propre Évaluation des Industries extractives, qui l'exhorte à cesser de financer l'extraction de charbon, de pétrole et de gaz.

Nous dénonçons les retards supplémentaires dans la suppression de l'extraction d'hydrocarbures que provoquent les tentatives des entreprises, des gouvernements et des Nations unies de bâtir un « marché du carbone » qui inclut la commercialisation de « puits de carbone ».

L'histoire a été témoin de tentatives de commercialisation de la terre, de la nourriture, du travail, des forêts, de l'eau, des gènes et des idées. Le commerce du carbone s'inscrit dans la même ligne lorsqu'il tente de transformer la capacité de recyclage du carbone de la planète en un produit à vendre et à acheter sur le marché mondial. Ce processus de création d'un nouveau produit – le carbone – livre à ceux qui détruisent le climat la capacité de la Terre de maintenir un climat propice à la vie et aux sociétés humaines.

La population du monde doit prendre connaissance de cette initiative de privatisation et de commercialisation et intervenir activement pour assurer la protection du climat de la Terre.

Le commerce du carbone ne contribuera pas à protéger le climat de la Terre. Il s'agit d'une fausse solution qui creuse et élargit les inégalités sociales, et ce de plusieurs manières :

- Le marché du carbone crée des droits transmissibles permettant de déverser dans l'air, les océans, le sol et la végétation des volumes de carbone qui dépassent de loin la capacité d'absorption de ces systèmes. Ces droits, équivalant à des milliards de dollars, seront octroyés à titre gracieux aux plus grands émetteurs de gaz à effet de serre des secteurs de l'électricité, du fer et de l'acier, du ciment, de la pâte et du papier et à d'autres encore dans les nations industrialisées, qui ont provoqué la crise du climat et qui exploitent déjà au maximum les systèmes mentionnés. En revanche, le coût de la réduction future de l'utilisation de combustibles fossiles retombera probablement de manière disproportionnée sur le secteur public, sur les communautés, sur les populations autochtones et sur les contribuables.
- Le Mécanisme de Développement propre du Protocole de Kyoto (MDP) et de nombreux projets commerciaux du secteur privé encouragent les pays industrialisés et leurs entreprises à financer ou à créer des dépotoirs de carbone bon marché, tels que les grandes plantations d'arbres dans le Sud, comme une alternative lucrative à la réduction des émissions dans le Nord. D'autres projets du MDP, tels que celui de la réduction des hydrochlorofluorocarbures

To sign on to this declaration please send an email to info@fern.org or visit www.sinkswatch.org

(HCFC), concernent des technologies « en fin de cycle » et ne contribuent donc absolument pas à réduire les impacts de l'industrie des combustibles fossiles sur les communautés locales. De surcroît, ils l'emportent sur le faible volume des projets d'énergies renouvelables qui constituent la façade de développement durable du MDP.

- Les impacts de l'industrie des combustibles fossiles et de toutes celles qui produisent des gaz à effet de serre, que ce soient les déplacements, la pollution ou les changements climatiques, se font déjà sentir de manière disproportionnée dans les petits États insulaires et chez les habitants des côtes, les peuples autochtones, les communautés locales, les pêcheurs, les femmes, les jeunes, les pauvres, les vieillards et les populations marginalisées. Or, les projets du MDP intensifient ces impacts de plusieurs manières. Premièrement, ils autorisent de continuer à prospecter, à extraire, à raffiner et à brûler des combustibles fossiles. Deuxièmement, en apportant du financement à des projets du secteur privé tels que la plantation industrielle d'arbres, ils permettent que les industries du Nord s'approprient la terre, l'air et l'eau qui soutiennent la vie et la subsistance des populations locales, pour les transformer en de nouveaux dépotoirs de carbone.
- Le refus d'éliminer progressivement l'utilisation de charbon, de pétrole et de gaz, que le commerce du carbone ne fait que renforcer, provoque de plus en plus de conflits militaires partout dans le monde et aggrave ainsi les injustices environnementales et sociales. À leur tour, ces conflits détournent vers les budgets militaires de grandes sommes qui, autrement, pourraient être utilisées à favoriser des économies fondées sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

À ces injustices s'ajoute le fait que les faiblesses et les contradictions intérieures du commerce du carbone risquent fort d'empirer le réchauffement de la planète, plutôt que de l'atténuer. Par exemple, il n'est pas possible de vérifier que les projets MDP « neutralisent » un volume donné de combustibles fossiles extraits et brûlés. En affirmant le contraire, on crée de plus en plus l'illusion dangereuse que les modèles de production et de consommation, ceux du Nord surtout, peuvent être maintenus sans porter atteinte au climat.

D'autre part, le problème de la vérification et l'absence d'une réglementation crédible font que personne ne sache exactement ce qu'il achète dans le marché du MDP. En l'absence d'un produit concret, le marché du MDP et d'autres projets commerciaux semblables du secteur privé ne sont qu'une perte de temps au moment où le monde est confronté à une crise climatique grave.

La Banque mondiale tombe dans une contradiction absurde lorsqu'elle facilite ces approches commerciales et fausses du changement climatique par le Fonds prototype pour le Carbone, le Fonds Biocarbone et le Fonds Carbone de Développement communautaire, et favorise en même temps, à une échelle bien plus large, la poursuite de la prospection, l'extraction et le brûlage de combustibles fossiles, dont la plupart sont destinés à augmenter les émissions du Nord.

En conclusion, « établir le prix du carbone » ne sera pas plus efficace, plus démocratique ni plus favorable au bien-être humain que d'établir le prix des gènes, des forêts, de la biodiversité ou des rivières propres.

Nous réaffirmons que la réduction drastique des émissions provoquées par l'utilisation de combustibles fossiles est une condition préalable pour éviter la crise du climat. Nous affirmons notre responsabilité vis-à-vis des générations futures de chercher des solutions réelles qui soient viables et véritablement durables, et qui ne sacrifient pas les communautés marginalisées.

Nous nous engageons donc à appuyer la construction d'un mouvement mondial de base pour la justice climatique, à mobiliser les communautés du monde, et à nous déclarer solidaires de ceux qui s'opposent au commerce du carbone sur le terrain.

Signé le 10 octobre 2004
Glenmore Centre, Durban, Afrique du Sud

DURBAN MEETING SIGNATORIES

Carbon Trade Watch
Indigenous Environmental Network
Climate & Development Initiatives, Uganda
Coecoceiba-Amigos de la Tierra, Costa Rica
CORE Centre for Organisation Research & Education, Manipur, India
Delhi Forum, India
Earthlife Africa (ELA) eThekweni Branch, South Africa
FERN, EU
FASE-ES/Green Desert Network Brazil
Global Justice Ecology Project, USA

groundwork, South Africa
National Forum of Forest People And Forest Workers(NFFPFW), India
Patrick Bond, Professor, University of KwaZulu Natal School of Development Studies, South Africa
O le Siosiomaga Society, Samoa
South Durban Community Alliance (SDCEA), South Africa
Sustainable Energy & Economy Network, USA
The Corner House, UK
2
Timberwatch Coalition, South Africa
World Rainforest Movement, Uruguay

SIGNATURES D'ADHÉRENTS

50 Years Is Enough: U.S. Network for Global Economic Justice, USA
Aficaffles, Canada
Africa Groups of Sweden, Sweden
Alianza Verde, Honduras
Ambiente y Sociedad, Argentina
Angikar Bangladesh Foundation, Bangladesh
Anisa Colombia, Colombia
Asociacion Alternativa Ambiental, Spain
Asociacion Amigos Reserva Yaguaroundi, Argentina
Asociacion de Guardaparques Argentinos, Argentina
Asociación Ecologista Piuke, Argentina
Asociacion para la Defensa del Medio Ambiente del Noreste Santafesino, Argentina
Asociación San Francisco de Asís, Argentina
Association France Amerique Latine, France
Associacion Lihue San Carlos de Bariloche / Rio Negro, Argentina
Association pour un contrat mondial de l'eau, Comité de Seine Saint Denis, France
Associação Caeté - Cultura e Natureza, Brasil
Athlone Park Residents Association, South Africa
Austerville Clinic Committee, South Africa
Australian Greens, Australia
Auckland Rising Tide, New Zealand
BanglaPraxis, Bangladesh
Benjamin E. Mays Center, USA
Bluff Ridge Conservancy (BRC), South Africa
BOA, Venezuela
Boulder Environmental Activists Resource, Rocky Mountain Peace and Justice Center, USA
The Bread of Life Development Foundation, Nigeria
CENSAT-Friends of the Earth Colombia, Colombia
Center for Economic Justice, USA
Centre for Environmental Justice, Sri Lanka
Center for Environmental Law and Community Rights Inc./ Friends of the Earth (PNG), Papua New Guinea
Center for Urban Transformation, USA
Centro de Derecho Ambiental y Promoción para el Desarrollo (CEDAPRODE), Nicaragua
Centro de Investigacion Cientifica de Yucatan A.C., Mexico
Committee in Solidarity with the People of El Salvador, USA
Christ the King Church Group, South Africa
Clairwood Ratepayers Association (CRA), South Africa
Cold Mountain, Cold Rivers, USA
Colectivo de Proyectos Alternativos de México (COPAL), Mexico
Colectivo MadreSelva, Guatemala

Comité de Análisis "Ana Silvia Olán" de Sonsonate – CANASO, El Salvador
Committee in Solidarity with the People of El Salvador, USA
Community Health Cell, Bangalore, India

Corporate Europe Observatory (CEO), Netherlands
C.P.E.M. N°29-Ciencias Ambientales, Argentina
Del Consejo de Organizaciones de Médicos y Parteras Indígenas Tradicionales de Chiapas, Mexico
Ecoisla, Puerto Rico
EarthLink e.V.-The People & Nature Network, Germany
Ecological Society of the Philippines, Philippines
Ecologistas en Acción, Spain
Ecoportal.net, Argentina
ECOTERRA International
El Centro de Ecología y Excursionismo de la Universidad de Carabobo, Venezuela
Els Verds - Alternativa Verda, Spain
Environment Desk of Images Asia, Thailand
FASE Gurupá, Brasil
Forest Peoples Programme, UK
Foundation for Grassroots Initiatives in Africa, Ghana
Friends of the Earth International
Friends of the Earth Australia, Australia
Friends of the Siberian Forests, Russia
FSC-Brasil, Brasil
Fundación Argentina de Etoecología (FAE), Argentina
Fundación Los de Tilquiza, proyecto AGUAVERDE, Argentina
Groupe d'Etudes et de Recherche sure les Energies Renouvelables et l'Environnement (GERERE), Morocco
Gruppo di Volontariato Civile (GVC-Italia), oficina de Nicaragua, Nicaragua
House of Worship, South Africa
Indigenous Peoples' Biodiversity Network, Peru
InfoNature, Portugal
Infringement Festival, Canada
Iniciativa Arcolris de Ecologia y Sociedad, Argentina
Iniciativa Radial, Argentina
Institute for Social Ecology Biotechnology Project, USA
Instituto Ecoar para Cidadania, Brasil
Instituto Igaré, Brasil
International Fund for Animal Welfare (IFAW), Belgium
International Indian Treaty Council
Isipingo Environmental Committee (IEC), South Africa
Isipingo Ratepayers Association, South Africa
Jeunesse Horizon, Camerun

JKPP /Indonesian Community Mapping Network, Indonesia
Joint Action Committee of Isipingo (JACI), South Africa
KVV Translations, Spain
LOKOJ, Bangladesh
London Rising Tide, UK
Malvarrosamedia, Spain
Mangrove Action Project (MAP), USA
Mano Verde, Colombia
Mercy International Justice Network, Kenya

To sign on to this declaration please send an email to info@fern.org or visit www.sinkswatch.org

Merebank Clinic Committee (MCC), South Africa
 Movimiento por la Paz y el Ambiente, Argentina
 Movimiento por los Derechos y la Consulta Ciudadana, Chile
 Nicaragua Center for Community Action, USA,
 Nicaragua Network (US), USA
 Nicaragua-US Friendship Office, USA
 NOAH-Friends of the Earth Denmark, Denmark
 Núcleo Amigos da Terra, Brasil
 Ogoni Rescue Patriotic Fund, Nigeria
 Oilwatch International, Ecuador
 Oilwatch Africa, Nigeria
 Organizacion Fraternal Negra Hondurena, Honduras
 Parque Provincial Ernesto Tornquist, Argentina
 Pacific Indigenous Peoples Environment Coalition
 (PIPEC), Aotearoa/New Zealand
 Pesticides Action Network Latin America, Uruguay
 Piedad Espinoza Trópico Verde, Guatemala
 PovoAção, Brasil
 Prideaux Consulting, USA
 Projeto tudo Sobre Plantas - Jornal SOS Verde, Brasil
 Public Citizen, USA
 Rainforest Action Network, USA
 Rainy River First Nations, Canada
 Red de Agricultura Orgánica de Misiones, Argentina
 REDES-Amigos de la Tierra, Uruguay
 Red Verde, Spain
 Rising Tide, UK
 Sahabat Alam Malaysia /FOE-Malaysia, Malaysia
 San Francisco Bay Area Jubilee Debt Cancellation Coalition,
 USA
 Scottish Education and Action for Development, UK
 S.G.Fiber, Pakistan
 Silverglen Civic Association (SCA), South Africa
 Sisters of the Holy Cross - Congregation Justice Committee, USA
 Sobrevivencia, Friends of the Earth Paraguay, Paraguay
 Sociedad Civil, Mexico
 SOLJUSPAX, Philippines
 Tebtebba Foundation, Philippines
 The Sawmill River Watershed Alliance, USA
 TRAPESE – Take Radical Action Through Popular Education
 and Sustainable Everything, UK / Spain
 Treasure Beach Environmental Forum (TBEF), South Africa
 Uganda Coalition for Sustainable Development, Uganda
 Ujamaa Community Resource Trust (UCRT), Tanzania
 UNICA, Nicaragua
 Union Chrétienne pour l'Education et Développement des
 Déshérités (UCEDD), Burundi
 Union Mexicana de Emprendedores Inios, A. C., Mexico
 VALL DE CAN MASDEU, Spain
 Wentworth Development Forum (WDF), South Africa
 Western Nebraska Resources Council, USA
 World Bank Boycott/Center for Economic Justice, USA
 worldforests, UK
 World Peace Prayer Society, USA

Individual Signatories

Aarran Thomson, USA
 Ángeles Leonardo, Argentina
 Arlex González Herrera, Colombia
 Beth Burrows, USA
 Dr. Bob de Laborde, South Africa
 Brook Goldzwig, USA
 Cesar Antonio Sanchez Asian, Peru
 Christopher Keene, UK
 Cláudia Sofia Pereira Henriques, Portugal
 Claudio Capanema, Brasil
 Daniel Tietzer, USA
 Dany Mahecha Rubio, The Netherlands
 Dora Fernandes, Portugal

Dulce Delgado, Portugal
 Eduardo Rojas Hidalgo, Ecuador
 Edwin S. Wilson, USA
 Eileen Wttewaal, Canada
 Elisa Marques, Portugal
 Emmanuel Moutondo, Kenya
 Fabry Saavedra, Bolívia
 Federico Ivanissevich, Argentina

Florencia T. Cuesta, Argentina
 Florian Salazar-Martin, France
 Fernando Moran, Spain
 German A. Parra Bustamente, Colombia
 Hannes Buckle, South Africa
 Hansel Tietzer, USA
 Helena Pinheiro, Brasil
 Dr. Hugh Sanborn, USA
 Hylton Alcock, South Africa
 Hsun-Yi Hsieh, Taiwan
 Inês Vaz Rute da Conceição, Portugal
 Irina Maya, Portugal
 Dr. J. Gabriel Lopez,, USA
 James Mabbitt, UK
 Jane Hendley, USA
 Janet Weyker, USA
 Javier Lizarraga, Uruguay
 Jelena Ilic, Serbia & Montenegro
 Jenny Biem, Canada
 Joana Gois, Portugal
 Joao Forte, Portugal
 John Brabant, USA
 Jonathan Derouchie, Canada
 Joris Leemans, Belgium
 Josep Puig, Spain
 Joseph Herman, USA
 Judith Amanthis, UK
 Judith Vélez, Isla Verde, Puerto Rico
 Karen Roothaan, USA
 Karlee Rockey, USA
 Kiki Goldzwig, USA
 Laura Carlsen, IRC
 Leonardo Ornella, Argentina
 Lina Hällström, Sweden
 Lorna Salzman, USA
 Luis E. Silvestre, Puerto Rico
 Luis Edoardo Sonzini Merol, Nicaragua
 Ing. Mabel Vullioud, Argentina
 Manuel Pereira, Portugal
 Marcelo Bosi de Almeida, Brasil
 Maria Benedetti, Cayey, Puerto Rico
 Maria de Fátima Marques, Portugal
 Maria Fernanda Pereira, Colombia
 María Jesús Conde, Spain
 Dra. María Luisa Pfeiffer, Argentina
 Martha L. Downs, USA
 Dr. Martin Mowforth, UK
 Mary Galvin, South Africa
 Matheus Ferreira Matos Lima, Brasil
 Maurice Tsalefac, Professor, Université de Yaoundé, Camerun
 Michaeline Falvey, USA
 Miguel Parra Olave, Chile
 Mike Ballard, Australia
 Mike Berry, UK
 Nick Gotts, Scotland
 Norbert Suchanek, Germany
 Nuno Miguel O. P. Matos Sequeira, Portugal
 Oya Akin, North Cyprus
 Pablo Alarcón-Cháires, Mexico
 Patrícia Angelo Batista, Portugal
 Patricia Raynor, USA
 Paulo Cesar Scarim, Brasil
 Pedro Ribeiro, Portugal
 Peter Rächleff, Professor, Macalester College, USA
 Peter Sills, USA
 Dr. Philip Gasper, USA
 Prakash Deshmukh, India
 Priscila Lins P. F. do Amaral, Brasil
 Rafael Arturo Acuña Coaquira, Bolivia
 Rafael Chumbimune Zanabria, Peru
 Rafael Renteria, USA
 Raj Patel, South Africa
 Ray Hajat, Malawi
 Robin Clanahan, South Africa
 Roger de Andrade, France
 Rogerio M Mauricio, Brasil
 Roxana Mastronardi, Argentina
 Ruth Zenger, Canada
 Rufino Vivar Miranda, Mexico
 Sajida Khan, South Africa

To sign on to this declaration please send an email to info@fern.org or visit www.sinkswatch.org

Sandra C. Carrillo, USA
Sara Hayes, USA
Saul Landau, USA
Sheila Goldner, USA
Sister Aloysia Zellmann, South Africa
Steve Wheeler, UK

Tobias Schmitt, Germany
Tyrell Haberkorn, USA
Usman Majeed, Canada
Wak Kalola, Canada
Zoraida Crespo Feliciano, Puerto Rico

Pour signer cette déclaration adressez un courrier électronique à info@fern.org ou visitez le site www.sinkswatch.org.

Vous pourrez également télécharger la déclaration, ainsi que la liste régulièrement actualisée des adhérents sur le site www.sinkswatch.org